

ALERTE AUX CITOYENS FRANÇAIS

12 sept. 2011 : Le Général-Président criminel Paul KAGAME, «Boucher» du RWANDA et de la R.D. CONGO, circulera en toute impunité à Paris !

RECHERCHÉ



CRIMINEL DE GUERRE
ET GÉNOCIDAIRE

Comme toute autre personnalité respectable, **le Général Paul KAGAME, Président du Rwanda, surnommé « le Boucher des Grands Lacs », « le Hitler Africain » ou « le Criminel Sans Frontières »**, se déplace librement dans la capitale des droits de l'homme. Contre toute attente, il a été officiellement invité par l'Etat français malgré : 1) l'assassinat de son prédécesseur Juvénal Habyarimana dans l'attentat terroriste du 6 avril 1994 qui a déclenché le génocide d'avril-juillet 1994 et 2) la suppression du français comme langue officielle au Rwanda.



Réalisez que **les Nations Unies ont publié, le 01/10/2010, un Rapport Mapping sur la RDC (portant sur la période de 1993 à 2003) qui pointe la lourde responsabilité de son Armée** dans les crimes graves, dont un **génocide présumé**, commis contre les réfugiés hutus et les populations congolaises apparentées.

Plus globalement, depuis 20 ans dans la Région de l'Afrique des Grands Lacs, cet homme est directement ou indirectement responsable de la mort d'au moins 8 millions de civils -- femmes, enfants, vieillards et malades compris -- à savoir 6 millions de congolais et 2 millions de rwandais tutsis, twas et hutus confondus !



Dès lors, Citoyennes et citoyens français, allez-vous tolérer plus longtemps cette provocation ? Si non, parlez-en à vos concitoyens ainsi qu'à vos élus, faites en sorte que « le Boucher » ne transforme plus vos médias en vecteurs du « mensonge d'état », que ses discours ne soient plus applaudis ou que votre police n'assure plus sa circulation en toute impunité ! En vous inspirant de l'exemple espagnol (Voir photo : séquence de la manifestation du 16/07/2010), demandez à ce que vos plus hautes autorités ne serrent plus ses mains tachées de sang !

Mieux encore, exigez que vos impôts ne servent plus à financer le régime criminel du Rwanda via toute forme de coopération. Et demandez à l'Union Européenne de soutenir un tribunal spécial sur la RDC permettant de juger les crimes dénoncés par le Rapport Mapping de l'ONU.

ENFIN, N'HÉSITEZ PAS À SOUTENIR PAR VOTRE PRÉSENCE LES MANIFESTATIONS ORGANISÉES PAR LES ASSOCIATIONS RWANDAISES ET CONGOLAISES AUX JOURS ET LIEUX QUI VOUS SERONT COMMUNIQUÉS (INDIQUER UNE DATE AINSI QU'UN EMAIL OU UN NUMÉRO DE GSM DE CONTACT)

PAUL KAGAME, ET LE NOYAU DUR DU FPR, AU CENTRE DU GÉNOCIDE RWANDAIS : d'un côté, ils ont provoqué et facilité le massacre des tutsis d'avril à juillet 1994 ; de l'autre, ils ont planifié et exécuté le massacre des hutus d'octobre 1990 à ce jour.

1. – Aujourd'hui, la version simplifiée du Génocide rwandais (méchants hutus contre gentils tutsis) se fissure. Une **version complète** met le Général KAGAME au centre du « Génocide rwandais » ou plutôt du « Génocide des Grands Lacs Africains » si l'on compte les millions de morts congolais.

Ce chef de guerre sanguinaire a été formaté en Ouganda, fin des années 80, pour servir de « **marionnette** » dans les guerres visant le contrôle des ressources du Congo par divers groupes d'intérêt anglo-saxons avec leurs alliés occidentaux. C'est ainsi qu'il a bénéficié des **appuis tous azimuts permettant de travestir la réalité de la tragédie régionale**, réalité rétablie ci-après.

2. - Ainsi, en 2008, le monde a appris -- mais feint d'ignorer -- qu'un volet du génocide rwandais avait été planifié par le FPR et ses soutiens en Ouganda dès 1989 : celui visant les **hutus qualifiés d'ennemis régionaux à exterminer** en commençant par le Président HABYARIMANA (Voir Section 3.8 du Mémoire intitulé «Génocide rwandais : le peuple crie justice », jamais démenti, adressé au Conseil de Sécurité de l'ONU par le Partenariat Intwari : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=8283>).

3. – Effectivement, sur le terrain, les hommes du FPR , alors dits rebelles (alors qu'ils étaient membres de l'Armée régulière ougandaise) ont attaqué le Rwanda le 01/10/1990. Puis, avant 1994, dans la zone qu'ils contrôlaient au Nord-est du pays (en Préfectures de Byumba et Ruhengeri), **ils ont massacré plus de 40 000 civils innocents. Ils ont aussi poussé au déplacement intérieur plus d'un million de nos compatriotes** qui sont venus s'entasser et, pour beaucoup d'entre eux, mourir dans le camp de déplacés du lieu-dit Nyacyonga, près de la Capitale Kigali, à raison de 50 victimes par jour (Faites le calcul pour les 14 mois qu'ils y ont passés !).

4. - Entre le FPR et le Gouvernement rwandais, un Accord de paix avait été signé à Arusha (Tanzanie) le 04/08/1993. Faisant fi des efforts de concrétisation de cet Accord, le FPR a poussé la guerre à son paroxysme par son **attentat aérien du 6 avril 1994 qui a décapité l'état rwandais** en emportant le Président Juvénal HABYARIMANA (avec, entre autres responsables, le chef d'état-major de l'Armée nationale) sans oublier son homologue burundais Cyprien NTARYAMIRA (avec 2 de ses ministres) et 3 ressortissants français membres de l'équipage du Falcon 50. Dans le contexte de tension existant à l'époque, **cet acte hautement irresponsable dans le chef du FPR, mené par le Général-major Paul KAGAME, a déclenché les massacres qui ont vite culminé en génocide.**

5. - En avril 1994, alors que les massacres commençaient à faire des milliers de mort, **Paul KAGAME les a facilités, d'une part, en refusant de négocier un cessez-le feu** avec le Gouvernement intérimaire et, d'autre part, **en s'opposant à toute intervention extérieure** pour arrêter les massacres, arguant que le génocide était consommé. Trois mois et **des centaines de milliers de morts** plus tard, **une fois le pouvoir obtenu, le Général viendra déclarer avoir « arrêté le génocide "des tutsis" »**. Cela, combiné au sentiment de culpabilité de la Communauté internationale, qui avait abandonné la population aux mains des bourreaux des deux bords, va lui assurer la légitimité de contrôle exclusif et autoritaire du pouvoir.

6. - Son armée va alors s'adonner à des **tueries systématiques, pudiquement qualifiées d'exactions ou de représailles** par la Communauté internationale. L'enquêteur Robert GERSONY du HCR fera état de 30 000 morts (majoritairement hutus) après avoir seulement visité trois préfectures sur 11.



**La prison de Gitarama :
l'une des 5 prisons les plus
horribles du monde !**

7. - Parallèlement à ces tueries systématiques, **l'arrestation de vrais et faux coupables hutus du génocide rwandais (déclaré exclusivement tutsi), conduira à au moins 200 000 prisonniers** dont une partie seulement sera déclarée. Plus tard, le système des **juridictions traditionnelles « Gacaca »**, comptant sur le zèle des juges sans formation juridique et des « syndicats de délateurs », viendra (1) alimenter les prisons-mouroirs, (2) générer une main-d'œuvre corvéable à merci par les travaux d'intérêt général (TIGE) et (3) permettre la spoliation des biens des personnes condamnées. Enfin, des **lois vagues et liberticides sur l'idéologie du génocide** viendront cimenter la condamnation sans faille des hutus et de toute personne émettant la moindre critique sur le régime.

8. - En 1995, du 18 au 22 avril, sous prétexte d'y déloger des infiltrés, **le camp de déplacés de Kibeho au sud du pays sera encerclé et bombardé par l'armée de KAGAME**, sous le regard médusé des casques bleus de l'ONU. **Plus de 8 000 morts y seront enregistrés** et environ 60 000 personnes parmi les survivants qui tenteront de rentrer chez eux manqueront à l'appel à l'arrivée. S'il n'y avait pas plus grave, la préparation et les moyens utilisés pour « nettoyer » ce camp de déplacés à majorité hutue feraient de cette seule opération **un génocide en soi**.



9. – En R.D. Congo, de 1996 à ce jour, **l'Armée de Kagame et ses rebellions satellites violent, torturent, massacrent des réfugiés rwandais et les populations congolaises des régions de l'Est. Entre 6 et 8 millions de civils ont été ainsi exterminés.** Les faits sont décrits dans le Rapport Mapping sur la RDC publié par l'ONU le 01/10/2010

(http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_FR.pdf)

10. Il faudra ajouter les victimes des tueries faites depuis 1996 dans la zone du Nord-ouest (Ruhengeri et Gisenyi) sous prétexte de pourchasser les infiltrés. Enfin, le génocide continue aujourd'hui sous des formes insidieuses (moins visibles) grâce à des pratiques tyranniques et des lois liberticides déjà évoquées.

En définitive, le bilan criminel du Général KAGAME peut se résumer ainsi :

- 1) Participation au plan conçu en 1989 avec le Président MUSEVENI de l'Ouganda et ses alliés anglo-saxons pour exterminer les hutus du Rwanda considérés comme des ennemis régionaux, i.e. des obstacles majeurs à leurs ambitions ou intérêts dans la Région des Grands Lacs Africains ;
- 2) Massacres de centaines de milliers de civils innocents toutes ethnies confondues depuis octobre 1990, qui ont atteint leur paroxysme avec le génocide du printemps 1994 ;
- 3) 4 Chefs d'Etat assassinés sur une période de 8 ans : Melchior NDADAYE du Burundi tué le 23/10/1993, Juvénal HABYARIMANA du Rwanda et Cyprien NTARYAMIRA du Burundi assassinés dans l'attentat aérien du 06/04/1994, Laurent-Désiré KABILA de la R.D. Congo tué le 16/01/2001 ;
- 4) 6 évêques (4 tous Hutus au Rwanda, 1 au Burundi et 1 en R.D. Congo) et des centaines de religieux catholiques tués dans les trois anciennes colonies belges ;
- 5) Plus de 200.000 réfugiés rwandais exterminés dans les camps à l'Est de la R.D. Congo ;
- 6) Plus de 6 millions de citoyens congolais morts en RDC depuis les guerres de 1996 et 1998 ;
- 7) Des centaines de milliers d'orphelins, de handicapés et de femmes violées en RDC ;
- 8) Des dizaines de témoins gênants occidentaux et africains assassinés : dont 9 missionnaires et humanitaires espagnols, 2 prêtres catholiques canadiens, des observateurs de l'ONU, ...;
- 9) L'appropriation des biens des personnes massacrées ou poussées à l'exil ;
- 10) Le pillage des ressources naturelles de la R.D. Congo¹.

Seize ans après la victoire du FPR, le paradoxe scandaleux est que seuls des hutus ont été arrêtés et jugés par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) siégeant à Arusha, Tanzanie.

Comme si cela ne suffisait pas, le régime du Général continue à harceler, tuer, emprisonner et contraindre à l'exil des innocents. Avant sa mascarade d'élection présidentielle du 09/08/2010 qui a exclu les véritables candidats de l'opposition, il y a eu plusieurs assassinats ratés (comme celui du Général NYAMWASA réfugié en Afrique du sud) ou réussis (ceux du journaliste Jean-Léonard RUGAMBAGE et du Vice-président du Parti Vert Démocratique du Rwanda, André Kagwa RWISEREKA).

Pour parfaire le verrouillage de tout espace d'expression libre, le Général KAGAME entrave le travail des défenseurs des droits humains (cas de Carina TERTSAKIAN de Human Rights Watch) ou emprisonne les avocats (cas du Professeur américain Peter ERLINDER) et les principaux opposants politiques (Voir photos ci-contre). Que le Président Paul Kagame circule à l'étranger en laissant sous les verrous ses opposants démocrates est simplement inacceptable !



V. INGABIRE, FDU-INKINGI (avant)



V. INGABIRE, FDU-INKINGI (en prison)



B. NTAGANDA, PS-IMBERAKURI



D. MUSHAYIDI, PDP-IMANZI



CH. NTAKIRUTINKA, PDR-UBUYANJA



TH. NIYITEGEKA, Candidat présidentiel 2003

Enfin, **n'oublions pas la profonde misère dans laquelle croupit la population pendant que le régime du Général KAGAME se complait dans de faux éloges de « miracle économique » ou de « bonne gouvernance ».** Les étrangers ne voient la réalité du pays qu'à travers la vitrine constituée par la Capitale Kigali alors que la pauvreté bat son plein en milieu rural ou péri-urbain. **MERCI !**

¹ Selon un rapport d'experts (GRIP) sorti en 2002, ces pillages ont constitué au moins 320 millions de dollars américains pour la seule année de 1999. Pendant ce temps, dans les zones pillées, des hommes, des femmes et des enfants étaient massacrés et d'autres mourraient de faim car coupés de ravitaillement.